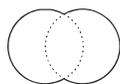


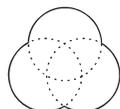
Généralités



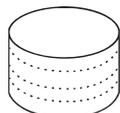
Transparence:

48 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)

Participation du
Public:

7 /100

Contrôle
Budgétaire:

46 /100

À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 8e édition de l'EBO couvre 120 pays.

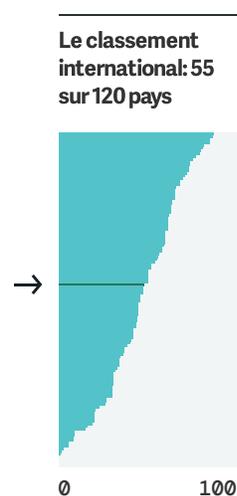
Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, les rapports mondiaux et régionaux 2021, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

Transparence

Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue **la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité** de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. **Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.**

Le Maroc a un score de transparence de **48** (sur 100).

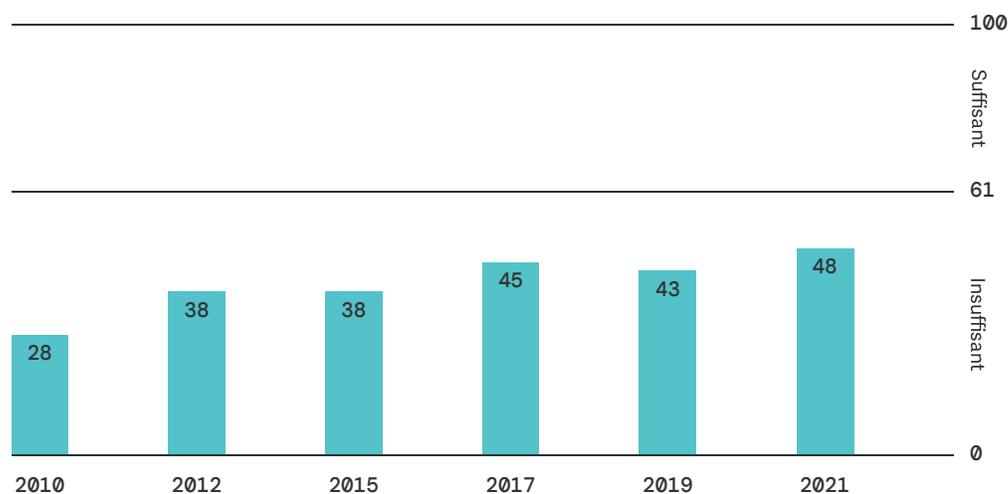
Maroc: La transparence par rapport aux autres



Moyenne mondiale	45
Jordanie	61
Maroc	48
Égypte	43
Tunisie	42
Arabie Saoudite	23
Liban	9
Irak	6
Algérie	3
Qatar	2
Soudan	1
Yémen	0

0 Insuffisant 61 Suffisant 100

Maroc: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



Maroc: Disponibilité publique des documents budgétaires

KEY	
●	Accessible au public
●	Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
⊘	Non produit

Document	2010	2012	2015	2017	2019	2021
Rapport préalable au budget	⊘	⊘	⊘	⊘	●	●
Projet de budget de l'exécutif	●	●	●	●	●	●
Budget approuvé	●	●	●	●	●	●
Budget des citoyens	⊘	●	●	●	●	●
Rapport en cours d'année	●	●	●	●	●	●
Revue de milieu d'année	⊘	⊘	⊘	⊘	⊘	●
Rapport de fin d'année	●	●	⊘	⊘	●	●
Rapport d'audit	⊘	●	●	●	●	●

Maroc: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

KEY	
● 61-100 / 100	
● 41-60 / 100	
● 1-40 / 100	

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2021	Publiés avec retard
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2021	50
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2021	95
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public.	2021	84
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2020	78
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2020	56
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2019	Usage interne
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2019	67

Le score de transparence du Maroc de 48 dans l'EBO 2021 est proche par rapport à son score de 2019.

Qu'est-ce qui a changé en 2021 ?

Le Maroc a accru la disponibilité des informations budgétaires de :

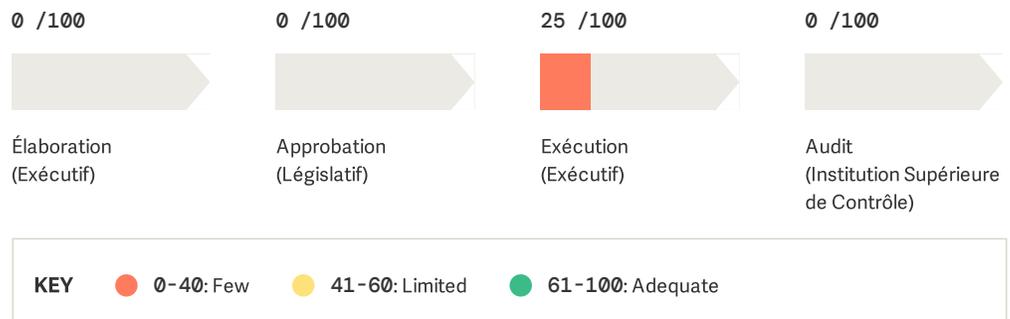
- Publication en ligne de la Revue de milieu d'année.

Recommandations

Le Maroc devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne du Rapport préalable au budget et du Rapport de fin d'année dans les délais.
- Inclure dans le Projet de budget de l'exécutif des informations sur les estimations pluriannuelles des dépenses et des recettes ; des informations relatives à la composition de l'encours total de la dette ; des informations montrant comment les nouvelles politiques proposées affectent les recettes ; et des informations sur les arriérés de dépenses.
- Améliorer l'exhaustivité de la Revue de milieu d'année : en fournissant des estimations actualisées des dépenses par classifications administratives et fonctionnelles ainsi que par programme spécifique, et en fournissant des informations supplémentaires concernant les estimations actualisées des emprunts et de la dette publique, notamment leur composition.

Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



Recommandations

Le Ministère de l'Économie et des Finances de Maroc a mis en place consultations en ligne pendant l'exécution du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour impliquer le public lors de l'élaboration du budget.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent.

Le Parlement du Maroc devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit.

La Cour des Comptes du Maroc devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire :

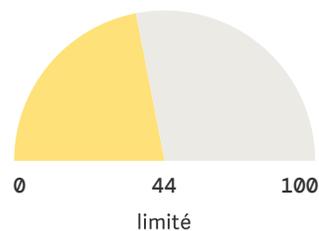
- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

Contrôle budgétaire

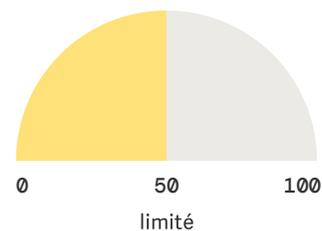
L'EBO examine le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Maroc assurent ensemble un contrôle limité au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **46** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

Contrôle parlementaire



Contrôle de l'ISC



KEY ● 0-40: Few ● 41-60: Limited ● 61-100: Adequate

Recommandations

Le Parlement du Maroc assure le contrôle suffisant pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être prioritaires :

- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.

- Dans la pratique, il faut s'assurer que le Parlement soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère les fonds prévus dans le budget voté entre les unités administratives, ne dépense les recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un manque de recettes pendant l'exercice budgétaire.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Afin de renforcer l'indépendance et améliorer la supervision des audits par la Cour des Comptes du Maroc, les actions suivantes sont recommandées :

- Exiger une approbation du législatif ou du judiciaire pour la nomination et la révocation du/de la Président(e) de la Cour des Comptes marocaine.
- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes

Le Maroc ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

**Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2020 ont été évalués dans l'EBO 2021.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Fouad Belhaj

Mouvement Alternatives Citoyenne (ALCI)

ALCI No. 21, Etage 4 Résidence Bureau Nour, Bd les FAR (v.n), Fès Maroc

mouvementalci@gmail.com

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme, et au Maroc par un représentant du Ministère de l'Économie et des Finances.